



COMMUNIQUE

Alors que dans toute la France, les enseignant·e·s et les lycéen·ne·s se mobilisent contre la réforme du Bac, le ministre Blanquer se lance dans une spirale répressive forcenée.

Ce ministre, que le Chef de l'Etat a mis en avant pour défendre un projet de réforme des retraites très majoritairement rejeté, réprime tous ceux qui expriment leur opposition à la réforme du Bac elle aussi majoritairement refusée par les enseignant·e·s et par les lycéen·ne·s ! Pour Blanquer, il n'existe qu'une seule liberté : celle d'obéir et de se soumettre à ses décisions !

Ainsi à Clermont-Ferrand, plusieurs responsables syndicales aux enseignant·e·s (FO, CGT, FSU, SUD éducation) sont menacé·e·s de sanctions disciplinaires... Certain·e·s d'entre elles et eux, y compris des responsables étudiant·e·s de l'UNEF et des lycéen·ne·s ont été convoqué·e·s pour être entendu·e·s par la police dans le cadre d'une plainte suite à l'annulation des épreuves des E3C le 18 janvier au lycée Blaise Pascal de Clermont-Ferrand.

Alors que les responsables du Rectorat de Clermont-Fd tentent de minimiser les conséquences des lettres de menaces adressées aux responsables des organisations syndicales, de nouvelles convocations ont été envoyées à plusieurs militants syndicaux pour être entendus par les services de la police...

Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF constatent que, sur injonction du ministre Blanquer, le rectorat de Clermont-Fd ne retire pas les menaces contre des syndicalistes et au contraire amplifie la répression à leur encontre : d'un côté, on nous parle de dialogue social, mais d'un autre côté on organise la répression contre l'action des personnels de l'Education Nationale et des lycéen·ne·s mobilisé·e·s à la fois contre la réforme des retraites et contre la mise en œuvre de la réforme du Bac.

Ni les menaces, ni la répression, sous quelque forme que ce soit, ne sont une réponse aux revendications et aux préoccupations des travailleur·se·s et des jeunes !

**La seule réponse, c'est le retrait de la réforme sur les retraites...
C'est l'abandon de la mise en œuvre de la réforme du bac !**

Pour les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF, les lycéen·ne·s doivent pouvoir se réunir librement en Assemblées Générales dans leurs lycées et décider elles et eux-mêmes de l'organisation de leur mouvement. Elles veilleront à ce que les lycéen·ne·s ne subissent aucune interdiction ou répression dans l'organisation de leur mouvement.

Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF s'opposent à toutes les menaces, à toutes les tentatives d'intimidation et de répression contre les lycéen·ne·s ou contre les enseignant·e·s et soutiennent leur mobilisation. Elles demandent l'abandon immédiat des poursuites engagées contre des responsables syndicaux !

Les organisations syndicales du Puy de Dôme CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF dénoncent les propos calomnieux et mensongers du gouvernement et de ses affidés tendant à présenter le mouvement de résistance aux contre-réformes gouvernementales comme violent et illégitime ! Ce qui est illégitime et violent, c'est la politique de destruction sociale du gouvernement.

Clermont-Fd, le 3 février 2020